

DIRECTION POLICE ET SECURITE CIVILE MUNICIPALES

ARRETE D'OUVERTURE DOMINICALE DES COMMERCES POUR L'ANNEE 2025
BRANCHE D'ACTIVITES « MOTOS-CYCLES » 2024 0053 PM

LE MAIRE de la VILLE de SAINT-ETIENNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Travail et notamment les articles L3132-25-4, L3132-26, L3132-26-1, L3132-27, L3132-27-1 et R3132-21,

VU l'avis favorable de Saint-Étienne Métropole par délibération en date du 7 novembre 2024,

VU l'avis favorable du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Étienne par délibération en date du 18 novembre 2024,

CONSIDERANT que les différents acteurs représentatifs de la branche d'activité « motos-cycles » ont été concertés par écrit,

CONSIDERANT les avis reçus après consultations des organisations d'employeurs et de salariés intéressés,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Étienne,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Les commerçants appartenant à la branche d'activités « commerces de détails » de la commune sont autorisés à ouvrir leur commerce et à faire travailler leur personnel les :

- 5 janvier 2025
- 16 février 2025
- 16 et 23 mars 2025
- 13 avril 2025
- 18 mai 2025
- 22 juin 2025
- 7 septembre 2025
- 12 octobre 2025
- 7, 14 et 21 décembre 2025

ARTICLE 2 : Conformément au cadre législatif et réglementaire concernant les dérogations temporaires au repos dominical et en application de l'autorisation accordée à l'article 1^{er} ci-dessus :

- Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit peuvent travailler le dimanche,
- Chaque salarié privé de repos dominical percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente,
- Chaque salarié privé de repos dominical percevra un repos compensateur équivalent en temps, accordé dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Étienne, Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Loire et Monsieur le contrôleur général, directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Saint-Étienne, le

16 DEC. 2024

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée



Pascale LACOUR

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la ville de Saint-Étienne dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de LYON, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier – 184 rue DUGUESCLIN 69433 LYON – ou par le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr.